

LE RÉVOLUTIONNAIRE

Organe Central
d'Analyse et de Formation

Décembre 1967

LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT ALGERIEN

du

Parti de la Révolution Socialiste

n°6
(5ème tirage)

Cinquième édition : Note au lecteur

Le "Révolutionnaire" n° 6 a été publié en décembre 1967. Cette analyse de la nature de classe de l'Etat Algérien avait été jugée quelque peu excessive à l'époque. Beaucoup de critiques nous reprochaient de n'avoir pas été plus nuancés. Pourtant, avec le temps, et la clarification des idées, cette brochure a été de plus en plus demandée : quatre tirages successifs ont été rapidement épuisés.

Nous présentons aujourd'hui un cinquième tirage. Nous avons gardé au texte sa forme initiale, bien que depuis lors l'analyse du P.R.S. se soit approfondie, comme peut le montrer la lecture de notre journal : EL JARIDA.

Il nous faut cependant signaler que la "nature de classe de l'Etat Algérien" présente un caractère un peu descriptif et ne débouche pas explicitement sur des propositions concrètes. Ces lacunes doivent être comblées par la publication de brochures actualisant l'analyse de la société algérienne et formulant des thèses sur la stratégie révolutionnaire dans notre pays.

A V E R T I S S E M E N T

L'accession à l'indépendance a été - pour un grand nombre de pays sous-développés - non pas le point de départ de l'entreprise gigantesque de construction nationale et de libération des masses populaires de la faim, de l'ignorance, de la maladie, mais le début d'une période de régression économique aux conséquences tragiques, de crises politiques se concrétisant par des coups d'Etat militaires en chaîne, d'inégalités criantes entre le niveau de vie luxueux des couches dirigeantes parasitaires et le profond dénuement des masses.

Malgré le silence complice de la presse, les explications embarrassées des théoriciens de service du révisionnisme, la mystification du peuple par les "élites révolutionnaires" de ces pays, la confusion savamment entretenue, l'absence totale d'informations, de statistiques, la répression et les liquidations, la vérité commence à déchirer le voile.

Il est de moins en moins facile d'expliquer la catastrophe économique comme un simple retard dû au manque de capitaux pour mettre en valeur le pays et de techniciens pour diriger cette mise en valeur.

Il est de moins en moins facile d'expliquer les crises graves qui secouent les régimes comme des conflits de personnes, de tribus ou de générations.

Il est de moins en moins facile d'empêcher le peuple de constater les inégalités criantes, la corruption, le pillage de ses richesses ...

En fait, tout le monde se rend plus ou moins compte, dans nos pays, que le système colonial s'est effacé pour céder la place à un autre système encore plus oppresseur, encore plus exploiteur et bien plus difficile à combattre parce que prenant des formes variées et entretenant la confusion.

L'indépendance politique signifie : dépendance encore plus étroite par rapport au capitalisme international.

L'Algérie n'échappe pas à cette règle, bien au contraire, elle en est un exemple complet.

Les évènements de ces derniers jours ont ramené l'Algérie à la une des journaux. Une fois de plus, toutes les réactions, tous les commentaires marquent une volonté délibérée, qu'elle soit de gauche ou de droite, de brouiller les cartes.

Afin d'aider à la clarification, le P.R.S. tente, dans ce numéro du "Révolutionnaire" d'ébaucher une analyse scientifique de la nature de classe de l'Etat Algérien. Ce travail est le résultat d'une discussion et d'une réflexion encore en cours. C'est pourquoi il doit être enrichi, étoffé. Mais, dans ses grandes lignes, il donne une idée claire de la voie dans laquelle la réflexion et la recherche doivent être engagées.

LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT ALGERIEN

La question de la nature de classe de l'Etat algérien revêt une grande importance. L'attitude à son égard est déterminante : elle permet de faire la démarcation entre révolutionnaires et non-révolutionnaires.

Tandis que, depuis 1962, le P.R.S. dénonce inlassablement le pouvoir comme étant globalement réactionnaire, la cohorte des théoriciens petits-bourgeois, pseudo-socialistes au service du benbellisme, s'ingéniait à donner corps à une gauche fantomatique à l'intérieur même des appareils de l'Etat. Elle fut aidée dans cette tâche de mystification par ses maîtres à penser, révisionnistes et réformistes de tous bords qui trouvaient, là, un champ d'expériences inattendu à tous leurs ébats théoriques. Cette "gauche" du pouvoir, les maîtres réels s'en débarrassèrent comme d'une vieille chaussette, dès le moment où ils n'eurent plus besoin de ses théories.

On aurait pu croire - l'écran du benbellisme levé - que la nature exacte du pouvoir allait apparaître, enfin, aux yeux de tous ceux qui se réclamaient de la pensée révolutionnaire. Il n'en a rien été. Depuis le 19 juin 1965, un autre groupe d'analystes éclairés, composés presque entièrement des mêmes personnes, s'est donné pour tâche de nous convaincre de l'existence, au sein de l'Etat algérien, d'un "aspect populaire" - certes affaibli depuis le 19 juin - mais encore bien solide et qu'il conviendrait de renforcer.

En un mot, la théorie dite des "deux aspects du pouvoir d'Etat" (ou de la cohabitation miraculeuse et pacifique de deux aspects, l'un populaire, l'autre réactionnaire au sein même du pouvoir) est toujours à l'ordre du jour et ce, malgré les enseignements théoriques de LENINE et les expériences, nombreuses et toujours malheureuses, qui, toutes, ont montré la fausseté d'une telle théorie et le crétinisme de ceux qui la prônent.

Il est inutile de revenir ici sur la réfutation de cette théorie qui a fait l'objet d'un article intitulé "Autopsie d'une contre-révolution" dans notre Bulletin de Liaison n° 13 - signalons la courageuse autocritique du P.K.I. (Parti Communiste Indonésien) qui, comme on le sait, a été pendant longtemps un défenseur de cette théorie et qui fit les frais d'une répression qui coûta presque un million de morts aux classes laborieuses indonésiennes et à leur avant-garde. -

Dans la courte expérience de l'Algérie, ces thèses opportunistes et petites-bourgeoises qui prônent la collaboration des classes et la mise sous tutelle des masses laborieuses, ont déjà connu une réfutation dans les faits très concluante.

Il importe aujourd'hui que tous les révolutionnaires algériens fassent preuve de lucidité dans l'analyse et parviennent à faire taire tous les chiens de garde de la classe dirigeante algérienne.

C'est dans cet esprit que nous allons entreprendre l'examen du processus de formation de cette classe. Nous avons ainsi conscience d'oeuvrer à la clarification d'une situation que la démagogie des deux pouvoirs successifs a tenté d'obscurecir.

C'est en partant de l'analyse de la situation léguée par la colonisation que nous pourrons identifier, sur leur ligne de départ, les principaux partants pour la grande course au pouvoir.

Dans une seconde partie, nous assisterons aux péripéties de cette épreuve sous le régime benbéliiste, tandis qu'une troisième partie nous montrera les positions respectives des concurrents depuis le 19 juin.

PREMIERE PARTIE : LA SITUATION LEGUEE PAR LA COLONISATION

A la veille de l'indépendance, la situation de l'Algérie se présentait comme le résultat d'une série de transformations économiques, sociales et politiques provenant :

- d'une part, de 132 ans de colonisation directe ;
- de la lutte de libération nationale et des conditions d'accésion à l'indépendance d'autre part.

1) - LES CONSEQUENCES DE LA COLONISATIONa) Les transformations économiques

Au moment où les français arrivèrent en Algérie, l'économie du pays se présentait ainsi :

- dans les montagnes, la plus grande partie des terres était collective : terres Arch. (le droit suprême de propriété est détenu par l'Etat, mais les populations en avaient la jouissance effective et inaliénable). L'organisation tribale restait très vivace et la solidarité entre ses membres était réelle.

-- dans les plaines, les grands domaines étaient fréquents. Ils étaient, soit propriété de l'Etat : terres Maghzen, soumises à un contrat féodal (la féodalité algérienne était une féodalité fiscale ; les tribus Maghzen achetaient les charges et récupéraient les impôts, écrasant le plus souvent les paysans qui étaient ainsi dépouillés de la plus grosse partie du fruit de leur travail. Ces dignitaires résidaient dans les villes, constituant une puissante bourgeoisie), soit propriété privée de notables qui les exploitaient par le système du Khammessat (système de métayage au cinquième masquant l'exploitation des membres de l'ancienne tribu par son chef devenu gros propriétaire).

- autour des villes prédominait la propriété privée : terres Melk. D'une façon générale, le volume de la récolte de céréales était sensiblement égal à celui d'aujourd'hui, pour une population beaucoup plus faible. Quant aux troupeaux, ils étaient bien plus nombreux.

-- les villes connaissaient une grande activité commerciale et artisanale. Une forte bourgeoisie citadine, soigneusement hiérarchisée, y habitait.

Contrairement à la féodalité européenne, la féodalité algérienne s'est développée dans le cadre d'une économie monétaire où le commerce jouait un rôle important. Cette féodalité fiscale dite de l'IOTA ne possédait pas la terre - sur laquelle les paysans avaient un droit de jouissance inaliénable - elle possérait le droit de lever des impôts écrasants (surtout en nature). Elle disposait ainsi de surplus considérables, surtout en céréales qu'elle commercialisait. Elle résidait le plus souvent en ville et se confondait avec la bourgeoisie marchande. De ce fait, l'ère féodale n'a pas provoqué, dans notre pays, les destructions des anciennes structures de la paysannerie. Alors qu'en Europe, à la veille de la révolution industrielle, il est apparu, dans les villes, des masses énormes de serfs chassés de la terre par les féodaux ; un tel phénomène n'a pas eu lieu en Algérie où les structures tribales ont empêché les grandes migrations de travailleurs. Ce fait explique que l'industrialisation n'a pas eu lieu dans notre pays malgré l'existence de capitaux et de techniques artisanales très évoluées ; la force de travail n'était pas apparue sur le marché comme une marchandise. Les capitaux se réinvestissaient soit dans les activités commerciales, soit dans la consommation de biens de luxe par les riches bourgeois des villes - comme en témoigne l'existence d'un artisanat de luxe très florissant à cette époque. -

Ce retard de l'Algérie par rapport à ses voisins d'Outre-Méditerranée allait entraîner sa conquête et sa colonisation.

Conçue, au départ, comme un pillage pur et simple des richesses du pays, la colonisation de l'Algérie évolue de plus en plus vers la formation d'une colonie de peuplement avec l'organisation de l'émigration des colons. D'après les historiens, cette conquête de l'Algérie par les français devait ressembler à la conquête de l'Amérique du Nord par les anglo-saxons ; seule la résistance acharnée des algériens et les structures plus avancées de la société algérienne nous empêchent de connaître le sort des indiens d'Amérique.

La conséquence de cette nouvelle orientation de la colonisation fut, sur le plan économique, la création progressive d'une enclave économique différenciée, coupée du reste du pays, amarrée à la métropole. Au départ, on considérait que les productions de la colonie ne devaient pas concurrencer les productions françaises : c'est le système dit de l'exclusif qui interdisait aux colons de cultiver des produits cultivables en France. On chercha vainement à implanter en Algérie des cultures tropicales. Ces tâtonnements provoquèrent la ruine des premiers colons dont les terres tombèrent sous la main - mise des banques qui les rassemblèrent en de vastes domaines. L'introduction de la vigne sur les meilleures terres algériennes (à la suite de la destruction du vignoble français par le phylloxéra) et, par la suite, l'introduction de cultures d'exportation (agrumes maraîchères) contribuèrent à la création d'un secteur d'agriculture moderne, entièrement orienté vers les exportations. L'Algérie est ainsi introduite dans un autre système économique avec la constitution d'une enclave étrangère ne répondant plus aux besoins du pays et englobant les zones riches et les villes. La conséquence, c'est la misère des masses : réduction importante des cultures vivrières et décadence de la vie pastorale par l'interdiction des terrains de parcours et de zones de transumance. Les grands troupeaux de moutons sont décimés.

Ainsi, l'Algérie est devenue une "chasse gardée" aux mains du colonat par la grâce du "Pacte Colonial" qui lui permettait d'écouler vers la France la totalité de la production algérienne de minerais et de produits agricoles (notamment le vin). En revanche, le marché algérien était entièrement ouvert aux produits français et aucune industrie susceptible de concurrencer les industries françaises - sauf précisément les industries extractives - ne pouvaient pas être créées en Algérie. Ce système laissait donc, au capitalisme français, le contrôle de la production et du commerce extérieur de l'Algérie. Cela a eu pour effet de "créer dans le pays deux secteurs économiques isolés l'un par rapport à l'autre" :

- 1) un secteur moderne, normalement développé et parfois même sur - développé, fondé sur la colonie de peuplement et orienté vers l'extérieur ;
 - activité industrielle faible tournée vers l'exportation (matières premières) ;
 - vastes domaines agricoles disposant de toutes les facilités d'exploitation et d'écoulement de leurs produits vers la France ;
 - gonflement excessif des activités d'ordre tertiaire (fonctionnaires, commerçants, etc ...)

2) un secteur traditionnel, exclusivement agricole, tenu à l'écart du circuit monétaire (l'horizon économique ne dépassant pas le cadre du village, voire de la famille), soumis à l'économie de subsistance sous sa forme la plus rudimentaire, véritable centre de gravité du sous-développement algérien.

Le premier secteur comportait la totalité des Européens, le second la quasi-totalité des Algériens.

La désarticulation entre les deux secteurs constituait, d'un point de vue global, un équilibre stable : les investissements réalisés dans le secteur "moderne" ne produisaient aucun effet d'entraînement sur l'autre secteur dont la situation allait^{en}s'aggravant du fait du décalage croissant entre les besoins et la production.

En ce qui concerne les quantités de céréales disponibles par habitant et par an, la moyenne a évolué de la façon suivante :

| | | |
|------|---|----------------------|
| 1871 | : | 5 quintaux |
| 1911 | : | 3,4 quintaux |
| 1953 | : | moins de 2 quintaux. |

Le nombre des têtes de bétail pour 1.000 habitants a suivi une évolution analogue :

| | | |
|------|---|-------------------------------------|
| 1911 | : | 200 bovins, 1533 ovins, 694 caprins |
| 1953 | : | 91 bovins, 631 ovins, 339 caprins. |

Citons encore quelques chiffres qui illustrent la désarticulation:

- Revenu par tête : la moyenne globale s'établissait aux environs de 600 NF; la moyenne pour les 9 millions d'algériens à 220 NF.

La moyenne pour le million d'européens à 3.600 NF (moyenne française : 2.400 NF).

- Ration alimentaire : moyenne globale : 2200 calories par tête et par jour. Moyenne algérienne : 1700 calories. Moyenne européenne : nettement supérieure à celle des pays sous-développés (plus de 3500 calories).

- Mortalité infantile : population algérienne : 200 pour 1000. Population européenne : 45 pour 1000.

- Scolarisation : - en milieu algérien : 19 %
- en milieu européen : 100 %.

Des comparaisons également significatives pourraient être établies dans d'autres domaines (santé, travail, équipement social, etc ...), la répartition géographique des travaux d'infrastructure (ports, routes, chemins de fer, ponts, aérodromes, etc ...) correspond parfaitement au secteur "moderne" caractérisé par la prédominance de la population européenne : zone côtière, zones minières et centres urbains correspondants ..." (Plateforme du P.R.S. - Janvier 1963, pages 10 à 12).

Cette désarticulation était importante à signaler dans le sens où, depuis l'indépendance, aucun changement fondamental n'est venu la combler, bien au contraire, elle n'a fait que s'aggraver.

b) Les transformations sociales

La colonisation de l'Algérie signifia donc l'expropriation de masses importantes d'algériens et leur refoulement dans les régions montagneuses qui n'intéressaient pas les colons. Ce phénomène entraîna la destruction des structures de la société paysanne que nous avons vues plus haut : de nombreuses tribus furent dispersées et leurs membres contraints de devenir des ouvriers agricoles sur les vastes domaines constitués par le colonat ; les fellahs ayant perdu leurs terres durent chercher à s'employer comme saisonniers ou comme khammès chez les gros propriétaires terriens.

Notons que, quelque temps après, les autorités coloniales se rendant compte que les vieilles structures tribales et les rapports de type féodal pouvaient être un moyen pour renforcer leur domination sur les masses paysannes, elles tentèrent de les ressusciter. Une nouvelle féodalité administrative, d'origine algérienne, fut mise en place d'après un schéma calqué sur celui de la période pré-coloniale : Caïds, Aghas, Bachagas, Adels ... Ces serviteurs de la colonisation reçurent des terres en échange de leurs bons services et constituèrent assez rapidement, une classe de gros propriétaires fonciers (quelque 8000 en 1954). Ces derniers, dont les priviléges étaient liés au maintien du colonialisme, utilisèrent les mêmes méthodes que les colons européens : exploitation à caractère capitaliste utilisant des ouvriers agricoles et cultivant les produits destinés à l'exportation.

Les millions de paysans, refoulés dans les montagnes et sur les terres pauvres, vivaient dans un système fermé d'économie de subsistance. Leur misère ne leur permettait même pas d'améliorer les méthodes de travail : ils continuèrent à utiliser, en périphérie des grands domaines mécanisés, les méthodes les plus archaïques.

L'accroissement de la population et la baisse continue de la production en cultures vivrières entraîna, peu à peu, des migrations importantes de paysans vers les villes - ou plutôt vers les bidonvilles - et vers la France. La politique d'immigration d'une main-d'œuvre algérienne en France fut favorisée, après la première guerre mondiale, par le patronat français qui y trouvait son compte et par le colonat qui y voyait un moyen de réduire la pression des zones surpeuplées (Kabylie par exemple).

Dans les villes, la conquête, qui fut d'une extrême violence, détruisit la quasi-totalité de l'ancienne bourgeoisie citadine. Ruinée, chassée de ses palais et de ses jardins, l'ancienne bourgeoisie se dispersa et disparut, sauf dans deux ou trois cités, comme la ville de Constantine où, d'après certains historiens, elle se serait maintenue jusqu'à nos jours. Aussi, les villes furent-elles peuplées, en majorité, par les européens. La ruine des premiers colons, dont nous avons parlé plus haut, attira une population européenne encore plus nombreuse dont la prédominance, dans tous les secteurs de l'économie urbaine, empêcha la reconstruction d'une bourgeoisie d'origine algérienne - à l'exception de la couche des négociants affairistes et compradores nécessaires aux capitalistes étrangers comme intermédiaires dans les circuits commerciaux.

Ce caractère marque une différence importante entre l'Algérie et les deux autres pays maghrébins où l'ancienne bourgeoisie, et même la féodalité, purent se maintenir malgré la colonisation. Ce fait est à souligner, car il explique les différences que l'on constate entre les trois pays, tant dans le processus d'accésion à l'indépendance que dans la forme des régimes établis après la libération. Au Maroc comme en Tunisie, c'est la grande bourgeoisie qui a encadré le mouvement d'émancipation : la participation populaire a été restreinte et les négociations furent vite engagées entre les représentants de la bourgeoisie métropolitaine et ceux de la bourgeoisie locale. En Algérie, à cause de la faiblesse de cette bourgeoisie nationale, c'est à la petite-bourgeoisie qu'est revenu le rôle d'encadrement de la lutte de libération nationale. Elle eut plus de mal à se faire admettre comme interlocuteur valable par le capitalisme étranger, aussi dut-elle faire la preuve de sa force et, pour cela, elle a été amenée à s'appuyer, provisoirement, sur les masses populaires.

La petite-bourgeoisie en Algérie est une classe importante. Elle a pu se développer malgré la présence d'une minorité européenne, elle-même comportant une petite-bourgeoisie nombreuse et ce, dans le cadre du secteur moderne de l'économie. Son développement a été favorisé par le colonat lui-même qui en avait grand besoin pour consolider sa domination et mieux exploiter nos richesses. Au fur et à mesure que la puissance coloniale s'accroissait, elle devait former des cadres algériens, capables de l'aider à étendre encore plus son champ d'action : la scolarisation des indigènes fut l'instrument de la constitution de cette classe petite-bourgeoise qui fournit les cadres moyens de l'Administration, de l'armée, des entreprises industrielles, du commerce, etc ...

La petite-bourgeoisie, en contact direct avec la colonisation dans sa partie la plus modeste (et la plus raciste) eut à souffrir des injustices et des inégalités de traitements. Elle prit rapidement conscience de sa situation en tant que classe et du fait que ses intérêts s'opposaient violemment à ceux de la minorité européenne. C'est cela qui explique qu'elle fut à l'avant garde du nationalisme.

Ainsi, paradoxalement, c'est la colonisation elle-même qui créa, en son sein, les deux forces qui la contestèrent et qui s'opposèrent à elle de la façon la plus résolue : l'émigration en France et la petite-bourgeoisie citadine en Algérie.

c) Les mouvements politiques

La diversité de la société algérienne, telle qu'elle nous apparaît après les transformations profondes qu'elle a subies du fait de la colonisation, se reflète d'une façon très nette dans les différents mouvements d'opinion.

Ce fait est important à souligner, car, on a trop tendance, aujourd'hui, à oublier les divisions profondes qui ont déchiré les mouvements politiques algériens durant des dizaines d'années -divisions qui étaient, somme toute, le reflet fidèle des contradictions de classes.- Certes, tous les mouvements se déterminaient par rapport au système colonial, mais les positions de chacun d'entre eux correspondaient avec exactitude à des intérêts de classe, soigneusement délimités. Ces antagonismes de classes, à l'intérieur de la société algérienne, s'exprimaient par des contenus sociaux très précis pour chacun des grands mouvements et par la poursuite d'objectifs conformes aux intérêts de la classe et non à ceux du peuple !

En réalité, il n'y eut jamais cette unité que l'on se plait aujourd'hui à glorifier (pour des raisons évidentes) bien au contraire : chaque classe a mené sa lutte avec ses propres moyens et ses propres mots-d'ordre. Chaque classe, ou presque, puisqu'il y eut une classe qui n'a jamais eu son propre mouvement : c'est le prolétariat !

Revenons à la société algérienne d'après la première guerre mondiale et essayons d'en caractériser les principales classes sociales. Nous pouvons distinguer :

- l'ancienne bourgeoisie (citadine ou féodale), très affaiblie n'ayant été conservée que dans quelques villes comme Constantine ou Tlemcen et se caractérisant par son attachement aux valeurs du passé - ce qui ne l'empêchait pas d'entretenir de bons rapports avec la colonisation.-

- la nouvelle bourgeoisie dont l'existence était liée à la colonisation : bourgeoisie administrative, bourgeoisie d'affaires (compradore) et propriétaires fonciers auxquels on peut rattacher l'intelligentsia de formation occidentale, issue des classes précédentes, mais désireuse de jouer un rôle plus important.

- la petite bourgeoisie qui augmentait sans cesse en nombre, au fur et à mesure que la colonisation se développait et que le secteur moderne de l'économie algérienne se consolidait.

- la masse des paysans pauvres, cantonnés dans le secteur traditionnel mais qui fournissait, néanmoins, les ouvriers agricoles permanents et saisonniers du secteur moderne, les khammès, les émigrés en France et le sous-prolétariat des bidonvilles.

- enfin, une faible classe ouvrière, dispersée dans de petites unités industrielles et sans aucune portée politique.

Voyons maintenant comment ces différentes classes se sont exprimées politiquement et quelles étaient leurs revendications :

- la nouvelle bourgeoisie : dans leur ensemble, les notables dont le sort était lié au système colonial en ont été les défenseurs zélés. Liés à l'Administration, ils ont consenti à participer aux mascarades électorales. Craints en même temps que méprisés par le peuple, on les surnommait les "beni-oui-oui". Après le déclenchement de la Lutte de Libération Nationale, ils évoluèrent dans deux directions : soit le ralliement au F.L.N. à un moment opportun (ex. FARES) soit l'obstination dans la voie coloniale jusqu'au bout (Bachaga BOUALEM).

- l'intelligentsia ayant fait ses études en Europe, supportait mal les discriminations raciales et souhaitait ardemment l'assimilation : "L'Algérie est terre française ... il n'y a rien dans le livre saint qui puisse empêcher un algérien musulman d'être nationalement un français, aux bras forts, à l'intelligence éveillée, au cœur loyal, conscient de la solidarité nationale ..." (Ferhat ABBAS - "Le jeune algérien"). Elle crée le mouvement des "élus" qui était dirigé par le docteur BENDJELLOUL et le pharmacien ABBAS. Ce mouvement évolue peu à peu - à cause de l'hostilité des colons - vers un nationalisme modéré, autour de Ferhat ABBAS et de son U.D.M.A. (Union Démocratique pour le Manifeste Algérien) dont la clientèle touche aussi les gros commerçants ou les propriétaires fonciers (FRANCIS, KAID AHMED). L'U.D.M.A. après avoir condamné l'insurrection du 1er novembre 1954, rejoint le F.L.N. en 1956. Elle en prend rapidement la tête et ABBAS préside le premier gouvernement provisoire en 1958.

- l'ancienne bourgeoisie est à l'origine d'un mouvement réformateur musulman : c'est le mouvement des Oulamas créé par le Cheikh BEN DADIS en 1936. Ce n'est pas à proprement parler un mouvement politique, mais il est amené à jouer un rôle politique. Il reflète bien son contenu social : bien que très intransigeant lorsqu'il s'agit de la personnalité musulmane en Algérie, il ne coupe pas les ponts avec le colonialisme. BEN BADIS : "Nous ne sommes pas allés en France pour demander l'indépendance de l'Algérie, car il nous faudrait, au préalable, libérer nos esprits et les affranchir du maraboutisme ...". Pourtant le mot d'ordre : "L'Islam est ma religion, l'Arabe est ma langue, l'Algérie ma patrie" permet aux Oulamas d'avoir une certaine influence au sein des masses populaires. Mais, le mouvement des Oulamas reste un mouvement d'une élite intellectuelle à contenu bourgeois et il sera l'allié naturel du mouvement de ABBAS - alors que ses mots d'ordre se rapprochaient beaucoup de ceux du P.P.A. - L'attitude des Oulamas et le parallélisme de leurs positions avec celles de l'U.D.M.A. sont la preuve éclatante, si on en avait besoin, que la solidarité entre bourgeois était beaucoup plus forte que l'attachement à la culture.

- l'émigration en France : c'est au milieu de l'émigration ouvrière en France qu'est né le premier mouvement algérien réclamant, sans ambiguïté, l'indépendance : "L'Etoile Nord Africaine" devenue, à son passage en Algérie : "Parti du Peuple Algérien" (P.P.A.).

Intransigeant au départ, le P.P.A. ne cessa d'évoluer vers le réformisme et le légalisme à mesure qu'il mordait sur des couches sociales plus privilégiées.

- la petite-bourgeoisie citadine : elle prit en charge le P.P.A. à son passage en Algérie. De ce fait, il en épousa les contradictions sans jamais parvenir à un contenu homogène. Deux tendances coexistèrent en son sein : l'une attirée par les modes d'action légale et la participation aux élections organisées par la colonisation, l'autre, réclamant sans cesse des formes d'action et d'organisation révolutionnaires. Ces deux tendances furent concrétisées, à partir de 1947 par la création d'une part, du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.), organisation légale, présentant des candidats aux élections y compris à l'Assemblée nationale française et, d'autre part, de l'Organisation Spéciale (O.S.), organisation para-militaire, clandestine, recrutant dans la paysannerie et se préparant à la lutte armée.

Ce double caractère ne peut s'expliquer que si l'on se réfère au contenu de classe du mouvement. Le P.P.A. réalisait, en quelque sorte, l'alliance entre la paysannerie, le prolétariat, la petite-bourgeoisie citadine et même certains éléments bourgeois attirés par les perspectives électoralistes, sous la direction de la fraction éclairée de la petite-bourgeoisie.

Cette nature particulière du contenu du mouvement nationaliste explique le vide politique et la pauvreté des thèmes développés qui, le plus souvent, s'inspiraient de mots d'ordre empruntés aux Oulamas ou aux vieux textes de l' "Etoile". Aucune analyse économique n'était faite et les travailleurs étaient organisés en tant que patriotes et non en tant qu'exploités.

- la classe ouvrière : et les masses déshéritées n'avaient pas leur propre parti. Le seul parti à contenu populaire, le P.P.A.-M.T.L.D. avait, comme nous l'avons vu plus haut, une direction petite-bourgeoise. Certains auteurs, amateurs de confusion, ont tenté de présenter le Parti Communiste Algérien (P.C.A.) comme le parti du prolétariat. Le P.C.A., né de la transformation de la section algérienne du Parti Communiste Français, renfermait une contradiction qui l'empêcha de mordre sur le peuple algérien.

En effet, le P.C.A. voulut ignorer la contradiction principale entre colonisateurs et colonisés et organiser, dans un même parti, européens et algériens, ce qui lui interdisait, bien sûr, de prendre position en faveur de l'indépendance. Pour justifier le maintien de la colonisation en Algérie, le P.C.F. élabora la théorie de la "nation en formation". L'Algérie n'existe pas avant l'arrivée des français, comme le démontre Léon FEIX, dans les "Cahiers du Communisme" de février 1955 : "... La population morcelée en tribus vivait de l'agriculture et de l'élevage. Les échanges s'effectuaient sur les marchés ruraux et régionaux. Il n'existe pas de véritables relations économiques et humaines entre les diverses parties du Pays. A la longue, le mode de vie, les traditions variaient suivant le groupe ethnique ou la région ... On ne peut pas dire que des liens "algériens" existaient à ce moment là entre les habitants des diverses provinces." La preuve étant faite que la nation algérienne n'existe pas, il n'y a pas besoin de revendiquer son indépendance. "Le sort lamentable des arabes et des berbères est évidemment un terrain favorable à la propagande anti-française de prétendus nationalistes qui bavardent sur une "indépendance" ou sur un rassemblement "pan-arabe" impossible à concevoir dans

l'état économique présent de l'Afrique du Nord autrement que comme un passage sous une domination différente ..." (Raymond BARBE, C. d. C., mai 1957, p. 48). Enfin, "La deuxième thèse, celle de l'indépendance immédiate de l'Algérie, préconisée par le parti du peuple algérien (P.P.A.) conduirait aux pires déboires. La situation actuelle de l'Algérie, pays colonial, dont l'économie a été volontairement maintenue dans un état arriéré, le ferait passer immédiatement sous la coupe des trusts américains. L'indépendance immédiate n'est donc qu'un mirage." (Léon FEIX, septembre 1947). Il faudra attendre la formation de cette nation algérienne avec l'intégration de la minorité européenne qui était ainsi définie : "Cette population ne peut pas être considérée comme une minorité nationale française ayant sa principale attache en France. Elle forme une masse qui s'intègre peu à peu parfois inconsciemment et quels que soient les préjugés dont elle est elle-même victime, dans une communauté nationale algérienne." (Marcel EGRETAUD, C. d. C. Juin 1956).

Ainsi, les hésitations et l'opportunisme qui caractérisèrent le P.C.A. du fait du cordon ombilical qui le liait au P.C.F., l'empêchèrent de pénétrer dans la réalité algérienne et de jouer un rôle.

Après les événements du 8 mai 1945, on peut lire dans "Alger-Républicain" organe du P.C.A. : "Une délégation commune du P.C.F. et du P.C.A. a été reçue le 10 mai par le chef de cabinet du Gouverneur Général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti du Peuple Algérien et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire éclater des émeutes de la faim a réussi à faire couler le sang (...) la délégation a estimé que ces mesures (de châtiment rapide et impitoyable des provocateurs) appliquées sans délai, contribueraienr réellement à ramener le calme..." ; et après le déclenchement du 1er novembre 1954, un style que nous connaissons bien dans cette déclaration du P.C.A. : "... Le P.C.A. s'est toujours gardé de mots-d'ordre inconsidérés ou d'actes individuels qui ne correspondraient pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens ou qui risqueraient de faire le jeu des colonialistes (...). Les luttes quotidiennes pour les revendications - si minimes soient-elles - préparent les plus grands succès." (L'Humanité, 15 janvier 1955).

Ce n'est qu'une année plus tard que le P.C.A., devant la défection de ses militants algériens, tenta de négocier son entrée dans le F.L.N. en tant que parti :

ce qui lui fut refusé ... Cette attitude du P.C.A. a été, pour une grande part, à l'origine de la propagation de thèmes anti-communistes au sein du F.L.N.

CONCLUSION

Le divorce s'approfondissait entre les petits-bourgeois "embourgeoisés" de la direction du M.T.L.D. - messalistes et centralistes enfermés dans les luttes stériles de sommet - et les militants et cadres de l'O.S. Pourchassés par la police après la répression de 1950, ces derniers interprétaient l'immobilisme de la direction comme une véritable trahison. En contact avec la base, les militants de l'O.S. et certains militants de l'organisation clandestine, /constataient avec angoisse la déception des masses et leur scepticisme quant à l'efficacité du mouvement. Pour eux, il n'y avait plus d'autre possibilité que de se lancer dans l'action ou de voir la destruction de la base du Parti.

Le F.L.N., à sa naissance, n'est pas le résultat d'une union de plusieurs mouvements politiques en vue de libérer le pays, mais, au contraire, il apparaît essentiellement, comme la tentative d'une avant-garde, recherchant une voie nouvelle capable d'entraîner le peuple et de provoquer le dépassement de tous les anciens mouvements.

La création du F.L.N. se fait contre la volonté des appareils politiques qui sont mis sur la touche par les masses elles-mêmes.

Parce qu'il leur présentait des perspectives concrètes, le F.L.N. entraîna les masses paysannes et son influence s'étendit rapidement et, cela, en dehors des anciens partis.

2) LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE ET LES CONDITIONS D'ACCESSION A L'INDEPENDANCE

a) Le F.L.N.

C'est, dans les faits, au moment de sa création, un mouvement

révolutionnaire d'avant garde, mais il ne ^{se}conçoit pas comme tel : il craignait d'être isolé et son contenu politique était trop mince.

Bien qu'ayant pris certaines précautions - comme le principe de la collégialité ou celui de l'adhésion individuelle - pour se protéger contre les anciens appareils politiques, le F.L.N. se concevait comme un large front. Sa direction ne pouvait pas ou ne voulait pas encadrer l'action des masses à elle seule. Le premier noyau ne voulut pas être un parti.

Le F.L.N. avait su mettre en marche les masses paysannes, organiser le soulèvement, mais il ne comprit pas la nécessité de garder le contrôle du mouvement, ou, plutôt, il ne s'en donna pas le seul moyen : faire du F.L.N. un parti de classe, un mouvement des classes opprimées et, pour cela, en interdire l'accès aux directions bourgeois et petites-bourgeois qui avaient, cependant, fait la preuve de leur incapacité et de leur faillite et que le 1er novembre 1954 avait provisoirement placées sur la touche.

L'impréparation politique, l'imprécision des objectifs du F.L.N. et le caractère petit-bourgeois de sa direction firent du F.L.N. une proie facile pour ceux-là mêmes qui s'étaient opposés au déclenchement de l'action : dépassés par les masses, abandonnés par leurs troupes, incapables d'arrêter le mouvement, ils en prirent la tête pour mieux le freiner et le détourner de son but.

Les mauvaises liaisons, le manque de coordination et la violence de la répression facilitèrent la tâche des liquidateurs du F.L.N., mouvement révolutionnaire d'avant garde.

C'est le Congrès de la Soummam, tenu en Août 1956, dans des conditions assez obscures, qui, en l'absence de la plupart des dirigeants du front, a pris les mesures capitales qui changèrent le destin du mouvement.

La principale décision fut d'accepter la rentrée des dirigeants des anciens partis : centralistes, U.D.M.A., Oulamas et ce, au niveau de la direction. A cet effet, deux organismes sont créés : la C.C.E. (Comité de Coordination d'Exécution) et le C.N.R.A. (Conseil National de la Révolution Algérienne) qui étaient sensés diriger la révolution mais, qui, en fait étaient un moyen commode pour intégrer, dans la direction, tous les nouveaux arrivants (BEN KHEDDA, ABBAS,

TOUFIK EL-MADANI, etc ...). Le C.N.R.A. s'élargira d'ailleurs, au fur et à mesure des années suivant la méthode de co-optation (moyen extraordinaire pour empêcher l'émergence de cadres à partir de la base).

Le Congrès décida aussi la primauté du politique sur le militaire ce qui, dans les conditions de l'heure, soumettait les responsables directs de la lutte armée à l'autorité des ralliés de la dernière heure. Enfin, pour bien marquer le retour vers une direction citadine de la lutte, le congrès décida d'accorder la priorité à la lutte dans les villes (terrorisme urbain, grèves insurrectionnelles) aux dépens de la guerre révolutionnaire des paysans.

Le sens de ces mesures est clair. La petite-bourgeoisie des villes a repris le contrôle du F.L.N. Dès lors, l'évolution est prévisible : déclinement de la lutte armée au profit de la lutte diplomatique (grève des huit jours à l'occasion de la session de l'O.N.U.).

Avec la sortie des organismes dirigeants, il y eut, désormais, un F.L.N. qui se mourait à l'intérieur et une bureaucratie qui s'organisait à l'extérieur en récupérant tout le vieux personnel politique. L'installation du G.P.R.A. avec, à sa tête, ABBAS, est significative de la nouvelle ligne politique du F.L.N. : se faire reconnaître comme interlocuteur valable aux yeux des autorités colonialistes.

La lutte des masses algériennes, leurs souffrances, leurs sacrifices étaient utilisés par cette cohorte de bourgeois et de petits-bourgeois arrivistes, agglutinés à Tunis et à Oujda. Les luttes pour le contrôle des appareils sont acharnées, les complots sont nombreux, les crises continues. Les cadres, sortis de la base, étaient soit corrompus, soit liquidés.

A partir de 1958 et jusqu'en 1962, l'initiative échappe aux Algériens. Le G.P.R.A. maintient difficilement l'unité de façade entre les clans. L'armée des frontières approfondit ses exigences et se prépare dans l'ombre à les imposer.

Pendant ce temps, le colonialisme français prépare la reconversion. Tout en proposant des négociations au G.P.R.A., afin de faciliter l'émergence des éléments modérés, il intensifie les actions militaires afin de briser la résistance populaire. Une nouvelle politique est définie, elle s'exprime à travers le Plan de Constantine.

b) Le Plan de Constantine

L'ampleur de la lutte a amené le capitalisme français à redéfinir sa politique afin de détourner les masses algériennes de la lutte armée et de maintenir des liens de dépendance étroits entre la France et l'Algérie. Le Plan de Constantine était orienté dans trois directions :

- dans le domaine social : pour faire barrage à l'influence du F.L.N. "Le capitalisme français tenta de provoquer l'apparition d'une troisième force, une élite différenciée de la masse." (Plate-Forme du P.R.S. n° 14).

Cette politique de promotion indigène, lancée par SOUSTELLE et continuée par LACOSTE, avait pour but de former rapidement de jeunes cadres algériens que l'on plaçait à des postes importants de l'Administration. D'autres fonctionnaires qui croupissaient, jusque là, dans des postes subalternes, furent associés aux divers rouages de l'Administration centrale et préfectorale - ce qui devait avoir pour effet de les détacher du reste du peuple -. Cette politique fut accompagnée d'un vaste afflux de capitaux qui relança, d'une façon artificielle, l'activité économique : cela permit à une couche de spéculateurs et d'affairistes algériens de s'enrichir rapidement. La construction fut, elle aussi, particulièrement importante entre 1958 et 1962 : des écoles rurales, des cités indigènes, des hôpitaux furent construits.

- sur le plan industriel : il était envisagé la construction de grands complexes industriels (tel le complexe de Bône) dont le but était de profiter des conditions favorables (énergie et main d'œuvre à bon marché) pour assurer la compétitivité des produits français dans le marché commun et non "d'obtenir un effet d'entraînement sur le reste de l'économie algérienne ni même de créer un nombre d'emplois suffisant pour résorber le seuil chômage urbain." (Plate-Forme du P.R.S., p. 14).

- dans le domaine agricole : certaines mesures d'amélioration des sols et de distribution des terres avaient pour but d'isoler le F.L.N. de son principal support : la paysannerie.

Ainsi, il s'agissait de "maintenir le Pacte colonial sous une forme

nouvelle, agrémentée d'une apparence d'industrialisation et d'une apparence de réforme agraire." (Plate-Forme du P.R.S., p. 14).

Durant la période d'administration française, cette politique n'a pu être menée à bien car la réussite de ce plan supposait la participation des capitalistes privés français (qui n'ont pas investi en Algérie, malgré les nombreux avantages qui leur étaient consentis), l'adhésion des masses paysannes aux projets de réforme agraire et, surtout, la collaboration des Pieds-Noirs. Cette collaboration ayant fait défaut, la troisième force fut rejetée, malgré elle, dans la communauté musulmane par l'activité terroriste de l'O.A.S.

Paradoxalement, les effets du Plan de Constantine ne se sont réellement fait sentir qu'après l'indépendance et ce, dans deux domaines au moins :

- le gouvernement algérien a repris à son compte tous les projets industriels sans en supprimer le rôle de pénétration néo-colonialiste ;
- la troisième force, qui n'a pu se manifester pendant la guerre, a eu tout loisir de s'épanouir dans la bureaucratie de BEN BELLA, puis de BOUMEDIENNE.

c) Les accords d'Evian

Ils consacrent l'idée selon laquelle "Le système existant doit céder la place à un nouveau système d'exploitation grâce à l'intermédiaire d'un gouvernement algérien, dans l'esprit des dirigeants français, celui-ci devait évidemment reposer sur une sorte de caste ayant participé à la lutte de libération nationale, mais nullement désireuse de rompre les liens avec le capital français, ni de s'engager dans un véritable effort révolutionnaire. Il s'agissait donc de contracter un nouveau pacte, néo-colonial cette fois, avec une "bourgeoisie" algérienne dont les moyens d'action seraient totalement dépendants des éventuelles libéralités de l'ancienne métropole ..." (Plate-Forme du P.R.S., p. 15).

d) L'Exécutif provisoire

Le compromis d'Evian s'est manifesté sous la forme de l'Exécutif provisoire qui a régné de mars à septembre 1962. Bien que très courte, cette période a marqué définitivement, dans certains domaines, l'orientation future de l'Algérie. Toutes les mesures prises durant cette phase transitoire préparèrent les garde-fous qui devaient empêcher une radicalisation de la révolution algérienne.

Ce fut une période de transferts. L'Exécutif a rendu possible ces transferts en sauvegardant les intérêts étrangers dans les secteurs essentiels et en préparant le contrôle de l'économie algérienne par ces mêmes intérêts. Il a permis l'installation discrète, aux postes de commande des structures administratives, d'éléments de l'ancien appareil. Il a couvert les transferts de richesses, les spéculations qui ont permis le remplacement des notables français par des notables algériens.

Somme toute, l'Exécutif provisoire a bien mis à profit le laps de temps qui lui était imparti : pour préparer l'accession au pouvoir de l'alliance bourgeoisie - petite-bourgeoisie. Deux évènements l'ont aidé dans cette tâche délicate : la pression terroriste de l'O.A.S. et la crise du F.L.N.

L'éclatement du F.L.N. provoqua la désorganisation des masses qui furent mises hors circuit. La petite-bourgeoisie n'avait plus besoin du peuple, on le renvoya au vestiaire.

DEUXIEME PARTIE : LE REGIME DE BEN BELLA

L'alliance qui part à l'assaut du pouvoir, en juillet 1962, est très large. Elle comprend ABBAS et ses amis, TOUFIK EL-MADANI et les Oulamas, BOUMEDIENNE et son Etat-Major, d'anciens chefs de l'intérieur, ZBIRI et CHABANI et, enfin, BEN BELLA et KHIDER.

Le groupe de Tlemcen bénéficie, en outre, du soutien actif de FARES et de KHEMISTI, tous deux à l'Exécutif provisoire. L'instrument de son coup de force est l'armée des frontières. Il se heurte à la petite-bourgeoisie bureaucratique du G.P.R.A., dont le porte-parole est BEN KHEDDA.

La crise de juillet est une lutte entre fractions de la petite-bourgeoisie pour le contrôle des appareils au moment de l'indépendance. Elle se situe en dehors du peuple et personne, d'ailleurs, ne songe à s'adresser à lui pour lui expliquer les raisons du conflit et lui demander son avis. L'éclatement de toutes les structures du F.L.N. et de l'A.L.N. crée une situation trouble qui favorise le travail de l'Exécutif provisoire pour l'installation de la nouvelle classe dirigeante.

Un phénomène risque pourtant de tout changer : c'est l'autogestion. La vacance du pouvoir et le départ massif des colons amènent les travailleurs à prendre une initiative historique : installer des comités de travailleurs pour continuer le travail dans les unités de production. Cette initiative de la base, encadrée par l'U.G.T.A. se propose de prendre le contrôle des structures économiques - le F.L.N. ayant déjà fait la preuve de son incapacité à assumer l'indépendance du pays et à l'utiliser dans l'intérêt des masses populaires. - Des formes d'organisation nouvelles, issues du processus de production lui-même, sont créées : "Quand les colons sont partis, j'ai été trouver les autorités, mais personne ne voulait prendre ses responsabilités et, d'ailleurs, la plupart des autorités n'étaient pas encore en place. C'est alors que j'ai pris l'initiative de mettre la caisse de l'U.G.T.A. à la disposition des paysans, à condition qu'ils organisent des comités de gestion et qu'ils prennent toutes les dispositions utiles ..." déclare le responsable de l'U.G.T.A. ("L'ouvrier Algérien", 19 octobre 1962) de Boufarik où les premiers comités de gestion (43 fermes) furent créés dès le mois de juillet.

L'autogestion n'est pas conçue comme un moyen de gérer les fermes. C'est une réponse des travailleurs à la carence de la direction du F.L.N. C'est une forme nouvelle de lutte qui devait s'étendre à tous les secteurs de l'économie et, bien sûr, se transformer en une forme de prise du pouvoir par les travailleurs.

C'est bien comme cela que la petite bourgeoisie du F.L.N. qui s'entre-déchirait pour le pouvoir a compris ce mouvement. La preuve, c'est que les fractions s'entendirent pour éviter "*que le pays tombe dans l'anarchie*". Ce qui signifiait en clair : "*oublions nos conflits, tenons les masses à l'écart*". Cette attitude a été concrétisée par deux mots d'ordre : "*Sept ans, c'est assez*" lancé par la zone autonome d'Alger qui pourtant s'opposait, en principe, à BEN BELLA et ses amis, et "*Non à la guerre civile*" lancé par le G.P.R.A. qui, pourtant, se prétendait la seule autorité légitime. BEN KHEDDA n'a, à aucun moment, voulu s'opposer au coup de force perpétré par BEN BELLA et ses amis : il s'est contenté de lancer des appels au calme et d'inviter les algérois qui manifestaient aux cris de "*BEN KHEDDA au pouvoir*" à rentrer chez eux.

Il nous apparaît clairement que tous les dirigeants étaient d'accord pour empêcher que le peuple algérien fasse irruption sur la scène politique. Et quand BOUDIAF fit un appel au peuple pour résister au coup de force, il s'est retrouvé isolé et contraint de faire marche arrière.

En fin de compte, la crise s'est terminée par un compromis qui officia-lisait le pouvoir de BEN BELLA. Il est significatif que les premiers actes du nouveau gouvernement furent de rétablir l'ordre : les usines abandonnées par les patrons et les fermes qui n'étaient pas autogérées furent mises sous bonne garde, tandis que certains agitateurs étaient exécutés sommairement sous prétexte qu'ils se livraient au pillage. (Notons que c'est à cette époque qu'officiers et responsables purent se livrer impunément à la confiscation des biens abandonnés par les Pieds-Noirs - et que les spéculateurs notoires rachetèrent immeubles, voitures et biens de toutes sortes pour des bouchées de pain -. Le peuple ne s'y est pas trompé : tous ces gens étaient pour lui les "marsiens".

Une fois au pouvoir, la petite bourgeoisie bureaucratique, groupée autour de BEN BELLA, se met à l'ouvrage pour se consolider en tant que classe dominante

I - LA CONSTRUCTION DE LA BUREAUCRATIE D'ETAT

Grâce à l'Exécutif provisoire, l'ancien appareil administratif fut conservé intact. Le pouvoir benbelliste, au lieu de le détruire, le renforça en y regroupant les anciens cadres administratifs : la 3ème force favorable au néo-colonialisme qui n'avait pu se dégager durant la guerre, est alors sollicitée pour occuper les plus hauts postes de l'appareil d'Etat.

Sous prétexte de remettre de l'ordre et de relancer dans les plus brefs délais l'activité nationale, les critères de militantisme et de dévouement à la cause nationale furent délaissés au profit de soi-disant critères de compétence et d'efficacité.

Par ailleurs, des postes extrêmement importants de l'Administration centrale et, notamment, des postes de décisions furent occupés par des techniciens étrangers de différentes nationalités qui n'avaient aucune connaissance du pays.

L'appareil d'Etat gardant les mêmes structures que durant la période coloniale - et utilisant les mêmes hommes - devait nécessairement conserver le même rôle de relai de l'impérialisme et d'appareil d'oppression des masses algériennes.

Tout au long des années, et en dépit des chartes et des déclarations de foi socialistes, l'appareil administratif n'a pas changé, bien au contraire, il s'est épuré dans le sens d'une élimination des quelques militants qui avaient réussi à s'y glisser et qui furent relégués à des tâches subalternes ou recasés dans le parti.

L'appareil d'Etat récupéra ainsi les intellectuels - notamment ceux qui étaient à l'U.G.E.M.A. -. Ce fait est important à souligner pour l'avenir, car la majorité de ces intellectuels étaient issus des classes bourgeoises et petites-bourgeoises ; ils sont à l'origine de la constitution d'une couche de technocrates liés à l'ancienne bourgeoisie dont le rôle ira grandissant.

II - LA FORMATION D'UNE BUREAUCRATIE POLITIQUE PARASITAIRE ET D'UNE ARMEE DE METIER

La mise en place du soi-disant parti du F.L.N. fut le moyen de donner des places aux cadres moyens du F.L.N. et de l'A.L.N. pas assez instruits pour être dans l'Administration. Dès le départ, le parti du F.L.N. fut donc conçu comme un instrument de corruption des anciens militants par des salaires qu'il leur distribuait. Les restructurations successives eurent pour objectif l'élimination de telle clientèle au bénéfice de telle autre au gré de l'évolution du rapport de force au sein du pouvoir. La précarité de leur position amena souvent les bénéficiaires à mettre à profit leur passage au "parti" pour se constituer un "patrimoine" en prévision des mauvais jours. C'est là un des aspects les plus néfastes de la politique de BEN BELLA : des militants formés sur le tas, issus de la masse qui auraient pu jouer un rôle en cas de mobilisation populaire pour la construction du pays, furent corrompus et perdus définitivement pour la révolution.

Pour être justes, soulignons que certains anciens militants refusèrent de se laisser entraîner et tentèrent de faire du travail, notamment au niveau de l'autogestion. Malheureusement, la plupart d'entre eux, agissant seuls, furent découragés ou encore durent subir la répression policière du régime.

Un autre moyen de récupération de la petite bourgeoisie issue du mouvement de libération nationale fut d'attribuer des postes honorifiques à la tête de conseils d'administration, de sièges à l'Assemblée nationale, de postes dans les ambassades ... autant de moyens pour redistribuer des salaires importants et d'acheter le silence des intéressés. (Signalons, à titre d'exemple, que les ex-députés continuent de toucher leurs indemnités parlementaires alors qu'ils ne siègent plus depuis deux ans et demi !).

Enfin, la petite bourgeoisie bureaucratique du G.P.R.A. qui avait été mise en accusation d'une façon si violente par BEN BELLA avant la crise du F.L.N. fut discrètement récupérée et intégrée dans les différents rouages de l'Etat, notamment dans le secteur diplomatique et dans l'industrie pétrolière (ABDESSLAM, Lamine KHENE, BRAHAMI, BENHABYLES, BENYAHIA, LAKHDARI, YAZID, HARBI ...).

Un mouvement de même nature fut déclenché dans l'A.L.N. baptisé depuis l'été 1962 "Armée Nationale Populaire". Sous la direction de BOUMEDIENNE lui-même, aidé par des officiers issus de l'armée française - notamment CHAABOU, ZERGUINI, Slimane HOFFMAN, BEN CHERIF et bien d'autres, l'A.N.P. fut transformée en une armée de métier. Les anciens membres de l'Etat-Major et du secrétariat de BOUMEDIENNE se virent confier des postes ministériels (Kaïd AHMED, BOUTEFLIKA, MEDEGHRI, Chérif BELKACEM, HASSANI) ou des sièges de députés (MENDJELI fut vice-président de l'Assemblée nationale).

Les anciens maquisards, surtout ceux des willayas, furent démobilisés, ils reçurent des pensions ou des priviléges divers en compensation. Seul Mohand OU - EL - HADJ put conserver le contrôle de la willaya III jusqu'à la rébellion du F.F.S. qui fournit l'occasion à BOUMEDIENNE de l'écartier et d'épurer cette willaya.

L'intégration de militaires de carrière, originaires de l'armée française de technocrates et, surtout, la formation accélérée de jeunes officiers dans les académies militaires (françaises, soviétiques, égyptiennes) paracheva ce processus de transformation - ou même de création - d'une armée classique. L'A.N.P. se vit dotée d'un armement moderne et lourd dont le maniement justifiait le recours constant à des techniciens et l'élimination des anciens maquisards jugés incomptents dans une armée de ce type. Les salaires distribués aux Djounoud, les avantages sociaux, l'endoctrinement et la discipline de fer isolèrent définitivement l'A.N.P. du reste du peuple et en firent un instrument d'oppression aux mains du pouvoir.

III - LA CONSTITUTION D'UNE BASE ECONOMIQUE

C'est dans ce processus que les différentes couches de la petite-bourgeoisie suivirent des destins différents.

a) Le problème de l'autogestion

C'est sur ce problème, précisément, que le premier clivage se fait au sein de la petite-bourgeoisie bureaucratique. Une fraction gauchisante, articulée essentiellement sur HARBI et son équipe de "Révolution Africaine", le P.C.A. et "Alger Républicain" et certains syndicalistes ... prend la défense de l'autogestion. Son but : se servir de l'autogestion comme une base possible de la constitution d'une force capable d'éliminer du pouvoir l'autre fraction de la petite-bourgeoisie. Cette idée l'empêche d'analyser le problème : elle veut se servir, pour défendre les acquits des travailleurs, non des intéressés eux-mêmes, mais de BEN BELLA et de la démagogie socialiste. La bataille pour la défense de l'autogestion n'est pas conçue comme une lutte de classes, mais comme une lutte d'appareils.

Le résultat de cette action fut l'adoption des "décrets de mars 1963" qui, en principe, officialisent l'autogestion, mais qui, en fait, mettent à la disposition de la bureaucratie d'Etat le moyen juridique pour intervenir et exercer sa tutelle sur les travailleurs. La lutte entre les fractions porte donc essentiellement sur le contrôle de ces organismes de tutelle ; elle fut souterraine et peu connue du public. Toujours est-il que par l'adoption des décrets de mars, l'autogestion, forme de lutte et forme d'organisation des travailleurs, a disparu. Elle est devenue un moyen de gestion et, en fin de compte, un moyen de consolidation de la classe dominante qui dispose, désormais, grâce aux directeurs et organismes de tutelle, d'une possibilité de contrôle sur les entreprises autogérées. Elle dispose, en outre, du moyen de fixer unilatéralement ce qu'elle appellera "les critères de rentabilité". Nul doute que les auteurs des décrets de mars aient été animés de bonnes intentions, mais leur analyse de la nature du pouvoir benbelliste était fausse ! ... Leurs adversaires disposaient de nombreux moyens, notamment le sabotage.

Cette opération est commencée dès l'installation du gouvernement de BEN BELLA. Elle se fait localement, par l'intermédiaire de l'Administration, de l'A.N.P. ou du parti. A titre d'exemple, nous pouvons citer le sabotage des comités de gestion de la région de Boufarik, à l'automne 1962. L'opération se fit en deux temps. Comme nous l'avons vu plus haut, l'U.G.T.A., avait animé la formation d'un certain nombre de comités de gestion dans cette région. Au moment de l'installation du pouvoir de BEN BELLA, les résultats étaient encourageants. Les comités de gestion s'étaient fixés pour tâche d'organiser une coopérative de vente. Mais, la sous-préfecture de Blida intervint et vendit aux enchères les récoltes sur pied à des grossistes européens. Les salaires des ouvriers qui avaient été augmentés furent ramenés à l'ancien tarif et des inconnus furent "parachutés" par la sous-préfecture, dans les principaux comités de gestion.

Dans un deuxième temps, à quelques kilomètres de là, Safi BOUDISSA, personnage dévoué à BEN BELLA, lança la coopérative "Aïssat Idir" avec des moyens considérables. En quelques semaines, il contrôlait toute l'activité économique de la région. La sous-préfecture était entièrement à ses ordres et les "comités de gestion" de Blida étaient de véritables contremaîtres. A la mi-décembre, BEN BELLA vint en personne apporter son soutien à BOUDISSA qui lança une offensive pour faire tomber sous sa coupe les comités de gestion de Boufarik. Le choix pour les ouvriers revenait à ceci : ou un bon salaire et toutes les facilités sous la tutelle de la "coopérative" ou bien, des salaires non payés, des difficultés avec l'Administration et même, le cas échéant, la répression dans le cadre d'une autogestion issue de la base.

Cet exemple typique de **sabotage** permit à BOUDISSA de gagner les galons qui en firent successivement : un membre de la direction de l'U.G.T.A. et un Ministre du Travail ... Il en tira aussi quelques avantages substantiels.

On pourrait donner d'autres exemples. Citons celui d'El-Achour, dans la Mitidja, où 7.260.000 anciens francs appartenant au comité de gestion furent purement et simplement confisqués par l'A.N.P. qui mit ainsi en chômage quelques 3.000 ouvriers agricoles. DUMONT cite, toujours à la même époque, le cas de Sétif où les comités de gestion sont entre les mains des membres du parti qui se considèrent comme les nouveaux patrons.

Par la suite, ce sabotage fut poursuivi sous d'autres formes au niveau de la commercialisation et des crédits (cf. l'étude B.L. n° 7 et 8). Notons la tentative du P.R.S. d'organiser la défense de l'autogestion à partir des travailleurs, travail mené à partir des sections locales de l'U.G.T.A. La mise au pas du syndicat ruina ses efforts. KHIDER et BEN BELLA, par un coup de force, placèrent à la tête du syndicat une direction aux ordres : DJERMANE, BOUDISSA et FLICI. Le silence de la "gauche" du F.L.N., au moment de la répression contre les dirigeants du P.R.S. et des militants ouvriers engagés dans la lutte pour la défense de l'autogestion, laisse le champ libre aux technocrates.

b) Les nationalisations

La deuxième initiative à mettre sur le compte de cette fraction gauchisante de la petite-bourgeoisie fut la vague de nationalisations dirigée contre l'ancienne bourgeoisie ; mais cette dernière est faible en Algérie et elle est implantée surtout dans le secteur commercial où elle joue un rôle de relai de l'impérialisme. Dans ces conditions, la petite bourgeoisie voit sa tentative échouer, car elle ne peut toucher qu'aux entreprises secondaires (cinémas, hôtels, etc ...) . Les grands circuits d'import-export restent entre les mains de puissants compradores qui bénéficient de protections haut placées. La petite bourgeoisie bureaucratique gauchisante n'est pas assez forte pour continuer cette opération, mais elle a préparé les conditions de son élimination par la petite bourgeoisie technocratique, liée au capitalisme international et qui contrôle déjà le secteur clé du pétrole. Ce groupe entretient déjà des relations étroites avec l'ex - bourgeoisie nationale et les puissances financières occidentales. Il bénéficie en outre de solides appuis dans ce qu'il est convenu d'appeler le "clan d'Oudja". Autour de ABDESSLAM, l'influence de ce groupe s'étend au fur et à mesure que sont créées les sociétés mixtes et les sociétés nationales : moyen déguisé pour faire pénétrer les capitaux étrangers.

Cette fraction, en repoussant la réforme agraire, gagne les propriétaires terriens qui sont encore nombreux en Algérie. Elle se forge un appareil de répression à sa mesure : gendarmerie et compagnie nationale de Sécurité (C.N.S.).

Pendant ce temps-là, la "gauche" du F.L.N. continue son travail de démobilisation des masses, car elle fait croire que le socialisme est en train de se construire (les slogans mystificateurs couvrent tout le territoire). En fait, elle aussi a peur des masses et refuse de s'appuyer sur elles pour modifier le rapport de force. Elle préfère avancer ses positions en exerçant des pressions directement sur BEN BELLA ou sur la direction bureaucratisée de l'U.G.T.A. pour provoquer des nationalisations dans le secteur privé. Toute cette politique confuse contribue à masquer des véritables antagonismes de classes et à négliger la contradiction principale (masse-pouvoir) pour s'attacher à des luttes secondaires. Prisonnière du pouvoir, elle lui sert surtout de couverture dans ses rapports avec les pays du camp socialiste.

La rébellion en Kabylie constituait pourtant un avertissement sérieux. Malgré sa forme régionale et sa direction bourgeoisie, le F.F.S. c'est surtout le soulèvement des paysans mécontents et indignés et qui, pour se défendre, sont prêts à s'allier à n'importe qui contre un pouvoir qui les a totalement abandonnés. BEN BELLA avait bien saisi le fond du problème, puisque le jour même de la proclamation du F.F.S., il faisait une concession de taille aux paysans : la nationalisation de deux millions d'hectares et leur mise sous autogestion. Mais c'est trop tard, les paysans n'ont plus confiance dans ce système. Le conflit des frontières algéro-marocaines, manœuvre de diversion, est l'occasion, pour l'A.N.P., de s'épurer et de resserrer ses rangs. Au congrès du F.L.N. de 1964, elle parvient à faire barrage à cette couche de la petite bourgeoisie. Désormais, son élimination définitive n'est plus qu'une question de temps. A ce moment, au lieu de prendre ses distances par rapport au pouvoir et de chercher de nouvelles formes d'action, la "gauche" du F.L.N. s'entête à exercer des pressions sur BEN BELLA et à rechercher des cautions à l'extérieur, dans le camp des pays dits "progressistes". Mais, peu à peu, la petite bourgeoisie technocratique envahit tous les secteurs d'Etat et tend à se transformer en une bourgeoisie d'Etat tandis qu'à côté d'elle, se développait et se consolidait une importante bourgeoisie compradore. Profitant de la position qu'elles avaient acquise au sein de l'ancien appareil F.L.N.-A.L.N., certaines personnalités du mouvement nationaliste (BOUS-SOUF, AZZEDINE, Yacef SAADI, Ben SALEM, etc ...) se lancèrent dans les affaires, servant de prête-noms à des marques étrangères et mettant à profit leurs relations pour conclure des marchés jusque dans l'Etat et l'armée. De cette façon,

de grosses fortunes ont pu se constituer dans les domaines lucratifs de l'import-export, des transports et toutes sortes de spéculations. Non seulement, une telle classe a pu se développer en toute impunité, mais encore elle reçut, bien souvent des appels de l'Etat "socialiste" de BEN BELLA pour investir "ses" capitaux.

C'est au moment où la petite bourgeoisie bureaucratique pro-occidentale s'est rendue compte qu'elle n'avait plus besoin de la démagogie socialiste pour consolider sa domination qu'elle s'est débarrassée de BEN BELLA et de la "gauche" du F.L.N.

o o o o

TROISIEME PARTIE : LE REGIME DE BOUMEDIENNE

I - LE SENS DU COUP D'ETAT

Le coup d'Etat du 19 juin a marqué, en Algérie le réajustement des conditions politiques aux conditions économiques et sociales.

La bourgeoisie d'Etat, qui s'est développée dans le secteur étatisé de l'économie dans le secteur commercial (ONACO) et dans l'industrie (SONATRACH, SN-REPAL, S.N.S., SONAREM, SONITEX) et qui est formée, dans sa majeure partie, de technocrates issus de l'ancienne bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie lettrée (*intelligentzia*), gère les biens de l'Etat à son profit. Elle en redistribue les bénéfices à ses membres sous la forme de traitements, d'indemnités, etc ... Mais elle se sert aussi de sa position dans l'appareil d'Etat pour investir dans le secteur privé (biens immobiliers, licences d'import-export, représentation de grandes firmes étrangères, etc ...). Elle se sert le plus souvent de prête-noms, généralement choisis parmi les membres de la famille (ce que le peuple algérien a désigné sous le nom de "politique des cousins").

Mais la faiblesse du capital national et l'arriération de l'économie du pays ne permet pas à cette bourgeoisie d'Etat de jouer un rôle autonome. Elle est donc amenée à servir de couverture aux investissements étrangers par le biais des sociétés d'économie mixte (Berliet-Algérie, Renault-Algérie, SOMIGAZ etc ...) et des sociétés "nationales" (SNTA, SONAC, SOALCO, SN-SEMPAC, etc ...). Elle devient ainsi un relai de l'impérialisme. Bien qu'elle ait participé à la lutte de libération nationale et qu'elle se soit opposée au colonialisme, aujourd'hui, elle est devenue un agent de la pénétration néo-colonialiste et une alliée efficace de l'impérialisme.

En effet, ses intérêts en tant que classe, ne s'opposent plus à ceux du capitalisme international ; bien au contraire, ils sont devenus complémentaires. L'impérialisme lui laisse une certaine liberté de mouvements dans la mesure où cette bourgeoisie bureaucratique a besoin d'une certaine forme d'Etat et, quelquefois, d'une certaine forme de socialisme pacifique, pour lui ménager de bonnes conditions d'investissements et pour maintenir le pays dans le cadre du marché capitaliste. Cette classe possédante, de type nouveau, a donc une puissance qui repose sur la propriété publique et sur le contrôle de l'appareil d'ETAT. Elle gère l'économie nationale comme une entreprise dont elle serait le conseil d'administration. Son idéologie se réfère à la rationalité occidentale (cf. "Lettre à BOUDIAF" n° 2), et elle tend à confondre ses intérêts privés et ceux de l'Etat.

Elle est liée à la bourgeoisie compradore d'une façon profonde qui s'exprime par deux facteurs :

- les liens créés par une mobilité du personnel de l'une à l'autre. Tel membre de la bourgeoisie bureaucratique dans l'exercice de ses fonctions se constitue un capital privé qu'il investit, comme nous l'avons vu plus haut, dans les affaires et, inversement, des membres de la bourgeoisie compradore acceptent des postes dans l'Etat qui leur facilitent leurs opérations commerciales.

- la communauté d'intérêts qu'elles ont su dégager face à la bourgeoisie occidentale et aux masses populaires algériennes.

Chacune de ces deux classes se nourrit de l'activité de l'autre.

L'expropriation de l'ancienne bourgeoisie locale a été menée sous la pression de la petite bourgeoisie "gauchisante" avec l'aide des masses mystifiées par la démagogie socialiste. Mais, ces nationalisations n'ont pas été faites sur une base de classe et n'ont pas été menées par une organisation d'avant-garde des travailleurs. Au 19 juin BEN BELLA et cette fraction de la petite bourgeoisie devaient inutiles et même gênants ... aussi furent-ils éliminés.

Le coup d'Etat du 19 juin n'apporte pas un bouleversement profond dans la nature de classe de l'Etat algérien ; mais c'est une simple mesure de réajustement par laquelle les classes, réellement détentrices du pouvoir, décidaient d'apparaître comme telles en éliminant les intermédiaires qui avaient servi à leur installation.

Ce réajustement nécessitait quand même, pour ne pas faire apparaître la base du pouvoir comme trop étroite, la recherche d'autres cautions. La bourgeoisie d'Etat les trouvera auprès de l'ancienne bourgeoisie nationale, tenue à l'écart par les nationalisations de BEN BELLA et les propriétaires fonciers, toujours sous la menace d'une réforme agraire ou dont les terres avaient déjà été confisquées (les mesures de dénationalisation qui ont suivi le coup d'Etat sont l'illustration de cette nouvelle alliance). Ces classes furent d'ailleurs représentées au niveau gouvernemental notamment par Kaïd AHMED, Ministre des Finances. Sa caution populaire, le nouveau pouvoir est allé la chercher auprès d'anciens maquisards laissés pour compte par BEN BELLA. Cette opération baptisée "retour aux sources" avait surtout pour but de consolider l'unité de l'A.N.P., instrument technique du coup d'Etat.

Le "Conseil National de la Révolution" reflète, dans sa composition, cette orientation : en font partie tous ceux qui ont une responsabilité importante dans l'A.L.N. ou l'A.N.P.

Le pouvoir de BOUMEDIENNE apparaît donc comme le continuateur du pouvoir de BEN BELLA. Désormais, la classe dominante met les bouchées doubles pourachever de se consolider.

II - LA CONSOLIDATION DE LA NOUVELLE CLASSE DOMINANTE

Le régime de BOUMEDIENNE prend une série de décisions dont le but est de consolider la nouvelle classe dominante.

1) Les élections communales

Un grand tapage a été mené autour de ce thème et l'on se souvient encore des six mois entièrement consacrés à monter cette mascarade. La solution de tous nos problèmes semblait dépendre de cette réforme communale. Dix mois après, on peut se demander si les Assemblées communales existent vraiment, ce qu'elles font, ce qu'elles peuvent faire ? ...

Il faut donc chercher ailleurs la justification de cette réforme : elle visait à donner une apparence légale à la consolidation, dans chaque municipalité, d'un noyau d'exploiteurs et de privilégiés, relai et support du pouvoir, base de la nouvelle classe dominante. Il s'agissait, en quelque sorte, d'officialiser la montée des nouveaux notables, des nouveaux bourgeois devenus intouchables parce que représentant le pouvoir. Ces hommes, appuyés en général par l'armée, forment plus ou moins un bloc pour défendre leur situation, dix mille fois plus privilégiée par rapport à celle des travailleurs.

2) La réforme agraire

On a beaucoup parlé de la réforme agraire qui était promise pour 1967 et qui est tombée dans les oubliettes. La pression des propriétaires terriens, représentés au niveau du gouvernement par Kaïd AHMED, a suffi pour écarter la menace d'une réforme agraire. En fait, BOUMEDIENNE n'a jamais envisagé sérieusement cette éventualité, car il ne peut pas le faire : les privilégiés des campagnes constituent la base sur laquelle repose son pouvoir local et on sait l'influence énorme qu'exercent, dans les plus petits des villages, les propriétaires les plus aisés qui profitent d'ailleurs de la survie des structures tribales et familiales archaïques. La vie des campagnes est organisée autour d'eux et toutes les transformations s'effectueraient à leur profit si l'on ne portait pas la lutte de classes dans les villages.

3) Les attaques contre l'autogestion

Peu après son coup d'Etat, BOUMEDIENNE dénationalisa un certain nombre d'entreprises. Dans l'affaire BOUTIBA, seule la réaction violente des travailleurs a empêché que les terres ne soient rendues à l'ancien propriétaire. En fait, l'autogestion n'a cessé de déteriorer depuis 1964. La désorganisation des circuits commerciaux a permis aux spéculateurs en tous genres, souvent installés aux meilleurs postes de l'Administration, de s'assurer des profits personnels importants qui étaient prélevés sur le bénéfice des entreprises, condamnées de la sorte à la stagnation.

A l'intérieur des entreprises, bien des directeurs et leurs adjoints, liés aux responsables locaux du parti ou de l'armée se sont peu à peu transformés en de véritables patrons, tandis que la masse des travailleurs était privée de tout droit à la parole et réduite à la misère tant les salaires étaient payés avec retard.

Les technocrates pro-impérialistes qui abondent dans le gouvernement de BOUMEDIENNE, en ont profité pour demander l'étranglement de l'autogestion en exigeant de chaque entreprise qu'elle prouve sa rentabilité (au sens capitaliste du terme) en payant les dettes qu'elle a dû contracter. A terme, cela signifiait la faillite de nombreux domaines et l'abandon de l'autogestion au profit d'un système, rentable sur le plan économique, mais fondé sur l'exploitation des travailleurs.

Périodiquement, ces ennemis de l'autogestion reviennent à la charge et, déjà, l'on peut dire qu'à l'heure actuelle, l'autogestion a été vidée de son contenu social fondamental.

4) La politique d'industrialisation

Sous la pression du ministre ABDESSLEM, notre pays a été largement ouvert aux capitaux étrangers. Cela serait un moindre mal si les capitaux qui entraient, étaient un simple apport à une lutte axée sur la mobilisation consciente des travailleurs. En réalité, les conditions sont telles que l'installation d'entreprises à participation étrangère aggrave le sous-développement de notre pays, renforce les liens de dépendance à l'égard de l'impérialisme, consolide la classe des présidents-directeurs-généraux, approfondit la désarticulation de notre économie,

les disparités régionales et les inégalités sociales. En un mot, la politique d'industrialisation suivie par ABDESSLAM et qui comprend la construction de quelques usines, n'aide pas à la croissance économique de notre pays, ne résoud pas le problème des chômeurs. Elle élargit seulement la couche de ceux qui, privilégiés par rapport aux masses déshéritées, soutiendront un régime qui leur assure un emploi régulièrement rémunéré.

Toute la politique d'industrialisation apparaît à cette lumière, comme un appel permanent aux capitaux étrangers - européens et américains - pour réaliser une sorte d'accumulation au service de la bourgeoisie d'Etat par la concession d'enclaves dans notre pays.

5) La politique de l'épargne

Elle va dans le même sens. Le ministre Kaïd AHMED a fait plusieurs appels - dans un pays que domine le chômage - à l'épargne de chacun. Dans certains cas, on a procédé à des prélèvements "volontaires" sur les traitements. Que sont devenues les sommes ainsi recueillies ? Qu'est devenu l'argent des impôts perçus d'une façon si draconienne par l'Administration des contributions - la plus perfectionnée et la mieux organisée d'Algérie - ?

Tous ces fonds ont été soit dépensés d'une façon improductive, soit théaurisés. BOUMEDIENNE confia récemment à des journalistes sa fierté d'avoir constitué des réserves importantes, ne se rendant pas compte, que dans un pays comme l'Algérie, un tel résultat est la conséquence de la stagnation économique (1).

6) La politique d'émigration

Il y a une politique de BOUMEDIENNE pour l'émigration. Elle consiste à ne rien faire pour enrayer le départ de dizaines de milliers de travailleurs. Et cela pour une raison fondamentale : ces émigrés expédient, chaque mois, une part importante de ce qu'ils gagnent à leurs familles, ce qui dispense les autorités de faire quoi que ce soit pour elles, alors que le pouvoir bénéficie, par cette voie, d'une appréciable rentrée de devises.

(1) Nous avons appris récemment que le gouvernement de BOUMEDIENNE spéculait sur l'or dont il a acheté pour 150 millions de dollars, soit 75 milliards d'A.F. ./.

7) L'A.N.P.

Fer-de-lance de la contre-révolution sociale, elle voit la part accordée aux dépenses militaires grandir considérablement.

Toutefois, elle n'est pas homogène, elle est divisée en clans rivaux qui se différencient surtout par leur origine sociale ou régionale et par leur passé dans le F.L.N. ou ailleurs.

L'A.N.P. ne possède qu'une idéologie de fonctionnement, c'est-à-dire une conception sommaire de ce que doit être l'Etat et des modèles hiérarchiques qui doivent régler sa marche. Elle n'a aucune option sociale ou économique précise ; sa politique : voir l'Etat contrôler l'ensemble de la vie nationale. C'est pour cela, qu'admiratifs d'efficacité, ses principaux dirigeants, subissent de plus en plus l'influence des jeunes technocrates, partisans acharnés de la rationalité capitaliste et de la coopération avec l'Occident. La transformation de l'A.N.P. s'accélère et l'intégration massive de techniciens en renforce le caractère apolitique.

Il faut conclure maintenant sur ce point. Nous le ferons en rappelant l'analyse effectuée par Mohamed BOUDIAF dans la seconde "Lettre ouverte" aux algériens : "à partir de l'ancienne bourgeoisie, mais surtout, à partir de la petite bourgeoisie bureaucratique, c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui, depuis l'indépendance, ont envahi les différents secteurs de l'Administration, se constitue une nouvelle classe dominante".

III - LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU POUVOIR

A l'heure actuelle, et pour reprendre le schéma des clans, cher à tous ceux qui sont omnubilés par les contradictions au sein du pouvoir, nous pouvons identifier en celui-ci deux "clans" :

1) Le clan de l'Est, représentant d'une petite bourgeoisie, dénué de base économique et constituant, de par l'origine modeste de certains de ses membres, une tentative de caution populaire du régime et dont nous avons vu le rôle de plus en plus atténué.

2) Le clan de l'Ouest, en fait formé de trois classes :

- la bourgeoisie d'Etat qui semble être - à défaut d'une analyse beaucoup plus précise - la classe dominante actuellement et dont la base économique est constituée par les sociétés nationales et les entreprises publiques.

- la bourgeoisie compradore, essentiellement constituée des grandes firmes étrangères - parmi lesquelles on peut compter beaucoup de membres du pouvoir ou de leurs parents -.

- l'ancienne bourgeoisie (et les propriétaires fonciers) tente de faire sa rentrée en accréditant la thèse d'un capitalisme libéral et en s'opposant à toute mesure de réforme agraire réelle. Cette partie de la bourgeoisie nous semble, d'ores et déjà, condamnée ou à disparaître ou à se lier de plus en plus, dans un effort de développement au capitalisme étranger, c'est-à-dire en ce qui la concerne : disparaître également en tant que bourgeoisie nationale propre, pour devenir une bourgeoisie compradore.

Hypothèses d'évolution

En l'absence d'organisation puissante des masses, organisation qui reste à constituer, la seule possibilité d'évolution du pouvoir ou la plus probable est le passage à des formes de domination de la bourgeoisie de plus en plus affirmées. En d'autres termes, et à plus ou moins long terme, nous allons vers l'élimination de la partie de la petite bourgeoisie encore au pouvoir (clan de l'Est). Cette élimination se traduira par un changement du contenu de la propagande gouvernementale où les termes de "socialisme", "régime populaire", etc ... déjà moins fréquents que par le passé, seront remplacés par des déclarations à caractère nettement bourgeois et réactionnaire et dont les références actuelles au sérieux, à l'efficacité, et à la technicité, donnent déjà un avant-goût.

Les supputations de prise du pouvoir par le clan de l'Est, s'appuyant sur l'armée par exemple, peuvent, accidentellement, être réalisées. Mais, un tel coup d'Etat ne peut être qu'un accident de parcours dans l'évolution générale que nous avons déjà signalée. En effet, un tel coup d'Etat ne remettrait pas en cause la base économique du régime qui, tôt ou tard, déterminera l'apparition des structures politiques correspondantes, c'est-à-dire d'un pouvoir de type capitaliste.

Car un changement profond du régime, dans le sens des intérêts des masses déshéritées - et c'est le seul changement qui puisse intéresser réellement les révolutionnaires algériens - un tel changement donc, ne saurait être le résultat que d'un processus révolutionnaire, basé sur l'action consciente et organisée des masses populaires.

Pour être encore plus clairs, nous pouvons affirmer, à la lumière de l'analyse que nous n'avons malheureusement fait qu'esquisser, qu'il est erroné de penser que la contradiction principale est aujourd'hui entre des clans du pouvoir algérien. Cette contradiction existe et contribue d'ailleurs à affaiblir ce pouvoir. Mais, elle est secondaire devant la contradiction qui existe entre les classes dominantes, croupion de l'impérialisme et les masses populaires.

Evaluer correctement le rapport de force intérieur, la nature des classes, leurs antagonismes est un pas important. Mais, il ne faut pas perdre de vue que la conjoncture internationale joue le rôle déterminant. Ceux qui détiennent le pouvoir sont, en fait, - et nous l'avons bien vu - les fondés de pouvoir du capitalisme international qui, en échange de leurs services, leur abandonne un pourcentage de ses profits.

Pour l'impérialisme, ce qui compte, ce n'est pas qui se trouve au pouvoir (militaires ou civils, régime démocratique ou dictatorial), c'est de poursuivre son exploitation. C'est pourquoi il arrive toujours à trouver des formules d'entente avec les classes dirigeantes : que ce soit des bourgeoisies nationales, des petites bourgeoisies ou encore des castes militaires, pourvu qu'elles soient capables de maintenir l'ordre et de protéger ses intérêts. Les méthodes qu'elles emploient pour parvenir à ce résultat lui importe peu : "socialisme", promesses, répression, etc ... C'est là un des aspects sous-estimé par les analystes. On croit que l'impérialisme n'a qu'une seule forme de pénétration dans le cadre d'une démocratie bourgeoise ou avec des régimes ouvertement en sa faveur (gouvernements fantôches). C'est faux ! L'impérialisme peut, dans certains cas, s'arranger avec des pouvoirs qui, officiellement, condamnent sa politique et qui, en fait, travaillent pour lui (ex. de l'Algérie).

La présence du bloc socialiste européen contribue à obscurcir la situation. En effet, l'impérialisme peut, dans certains cas, accepter que des Etats faisant partie de sa sphère d'influence, aient des relations commerciales avec les pays socialistes. C'est même là, le lieu de la "compétition économique entre les deux blocs" chère aux tenants de la politique de "coexistence pacifique". Dans ce cadre, l'intervention des pays socialistes est souvent de la même nature que celle des pays capitalistes. (L'aide soviétique aux pays arabes, en particulier au moment de l'agression israélienne, est justement très significative).

Les contradictions et les différences que l'on constate dans le mode d'exploitation viennent du fait que l'impérialisme est lui-même secoué par des contradictions internes. La lutte que se font les différents impérialismes influent sur les rapports entre pays développés et pays exploités. Certains gouvernements des pays sous-développés peuvent être amenés à faire, par exemple, des déclarations anti-américaines, qu'ils présenteront comme des positions anti-impérialistes au moment même où ils glorifient la coopération avec un autre impérialisme. Ce ne sont là que les effets de la concurrence entre les puissances impérialistes.

Ce que nous devons bien souligner, c'est que, s'il y a aujourd'hui des nations riches, c'est parce qu'il y a des nations pauvres. Et, si la richesse des uns augmente, c'est parce que la pauvreté des autres augmente aussi. Il faut se garder de tomber dans un panneau : certaines presses occidentales, certains pré-tendus spécialistes du sous-développement veulent faire croire que, si les pays sous-développés sont pauvres, c'est uniquement à cause de l'incapacité des couches dirigeantes parasitaires qui dilapident l'aide sans développer le pays. En réalité, ce parasitisme des couches dirigeantes est prévu par l'impérialisme qui a besoin de gens corrompus pour maintenir sa domination. Quand les pouvoirs ne présentent pas ce caractère de consommateurs de biens de luxe, ils sont éliminés par l'impérialisme, parce qu'alors, ils ne font pas l'affaire. (Ex. CUBA).

L'impérialisme ne permettra jamais qu'une politique soit menée dans un quelconque des pays qu'il contrôle, pour l'intérêt des masses, c'est-à-dire contre ses intérêts. Dès lors, il est ridicule de croire que le remplacement d'un pouvoir corrompu par un pouvoir honnête et austère peut suffire. La réalité, c'est que seul un régime capable de supporter les conséquences de la rupture des liens avec l'impérialisme (économiques, militaires, etc ...) peut valablement prétendre engager la lutte contre le sous-développement, c'est-à-dire pour l'amélioration de sort des masses populaires.

La situation doit être radicalement changée. Elle ne peut l'être que par une lutte de classes, entre les classes exploitées et les classes exploiteuses étrangères et nationales (l'impérialisme et ses commis). Ceux qui sont opposés à cette forme de lutte, développent tous le même thème. Que ce soit ABBAS, BEN BELLA ou, dernièrement encore, Kaïd AHMED, ils déclarent tous : "*Les classes sociales n'existent pas en Algérie*". Les thèmes de l'union nationale et de la "confraternité musulmane" sont journalement répandus, mais ils ne trompent plus personne.

CONCLUSION

La conclusion principale que nous tirerons de cet essai concerne l'orientation de l'action révolutionnaire. Beaucoup de progressistes algériens ont pensé - et certains le pensent encore - qu'il était possible de "révolutionnariser" le pouvoir en y participant. Ce faisant, ils ont détourné l'attention et les énergies des masses populaires de la véritable lutte qui devait se passer en dehors du pouvoir, de façon autonome et aboutir à un puissant mouvement de contestation de l'appareil d'Etat bourgeois.

Prendre conscience de cette réalité, c'est véritablement comprendre que seule la révolution socialiste, c'est-à-dire la mobilisation des masses populaires dans la lutte pourra permettre un changement dans notre pays.

Cette lutte pour être menée à bien, suppose un travail conscient de tous les révolutionnaires algériens, pour la constitution d'un parti des travailleurs algériens. Seul un parti est capable d'organiser et d'entraîner les larges masses populaires pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie et instaurer un régime de dictature du prolétariat. C'est la seule voie possible pour la construction du socialisme.

S'écartez de cette voie, c'est mettre le mouvement populaire sous la direction de la petite bourgeoisie. Or, celle-ci, en l'absence d'organisation ouvrière puissante, capable de l'entraîner et de la neutraliser, subit la domination de la classe dirigeante et travaille à défendre ses intérêts.

La théorie des "deux aspects du pouvoir d'Etat" et son application, aboutit à ce résultat : en insistant sur le renforcement d'une fraction dite populaire dans le pouvoir, elle détourne les travailleurs des objectifs essentiels de leurs luttes, c'est-à-dire l'organisation autonome des masses laborieuses, pour remettre en cause, puis détruire le pouvoir de la bourgeoisie. Dans les faits, l'application de cette théorie revient à mettre le mouvement populaire à la remorque d'une partie de la bourgeoisie qui l'utilise dans sa lutte pour se consolider. Cela a été le cas de l'utilisation du mouvement des travailleurs de l'autogestion qui, avec la bénédiction des théoriciens de la "gauche" du F.L.N. a servi surtout à appuyer les nationalisations qui, dans un cadre néo-colonial, ont servi directement la consolidation de la bourgeoisie bureaucratique et, donc, par son intermédiaire, des intérêts impérialistes en Algérie.

ADDITIF

Au moment où se déroulaient les derniers affrontements entre les clans du pouvoir, notre analyse était, pour une bonne part, achevée. Nos conclusions ne sont pas du tout remises en cause, bien au contraire, nous pensons que les quelques remarques qui vont suivre permettront de tirer le maximum de leçons des derniers évènements :

1) L'élimination brutale du clan de l'Est constitue un pas de plus dans l'affirmation du caractère réactionnaire et droitier du pouvoir algérien. Ce caractère existe depuis 1962, mais était voilé par la présence d'éléments pseudo-socialistes. Aujourd'hui, tous les écrans entre les masses et le pouvoir sont levés. Les classes dirigeantes apparaissent définitivement comme des agents du néocolonialisme.

2) La lutte a été très brève. Le clan de l'Est a donné la preuve de sa faiblesse. Démunis de soutien populaire ou, à défaut, de base économique, ses partisans se sont effondrés comme un château de cartes.

3) La conclusion de ces évènements donne, une fois de plus, tort à ceux qui spéculent sur les contradictions du sommet et en font la base de leur stratégie. La campagne d'intoxication de certains éléments du clan de l'Est a mis en branle tous les partisans de la théorie des "deux aspects du pouvoir d'Etat" qui ont fait de ZBIRI leur porte-parole. Ils mesurent, aujourd'hui, l'étendue de leur erreur. Il ne fait aucun doute que les plus sincères d'entre eux ne tarderont pas à nous rejoindre, au moins politiquement, car, c'est là, l'intérêt du mouvement révolutionnaire en Algérie.